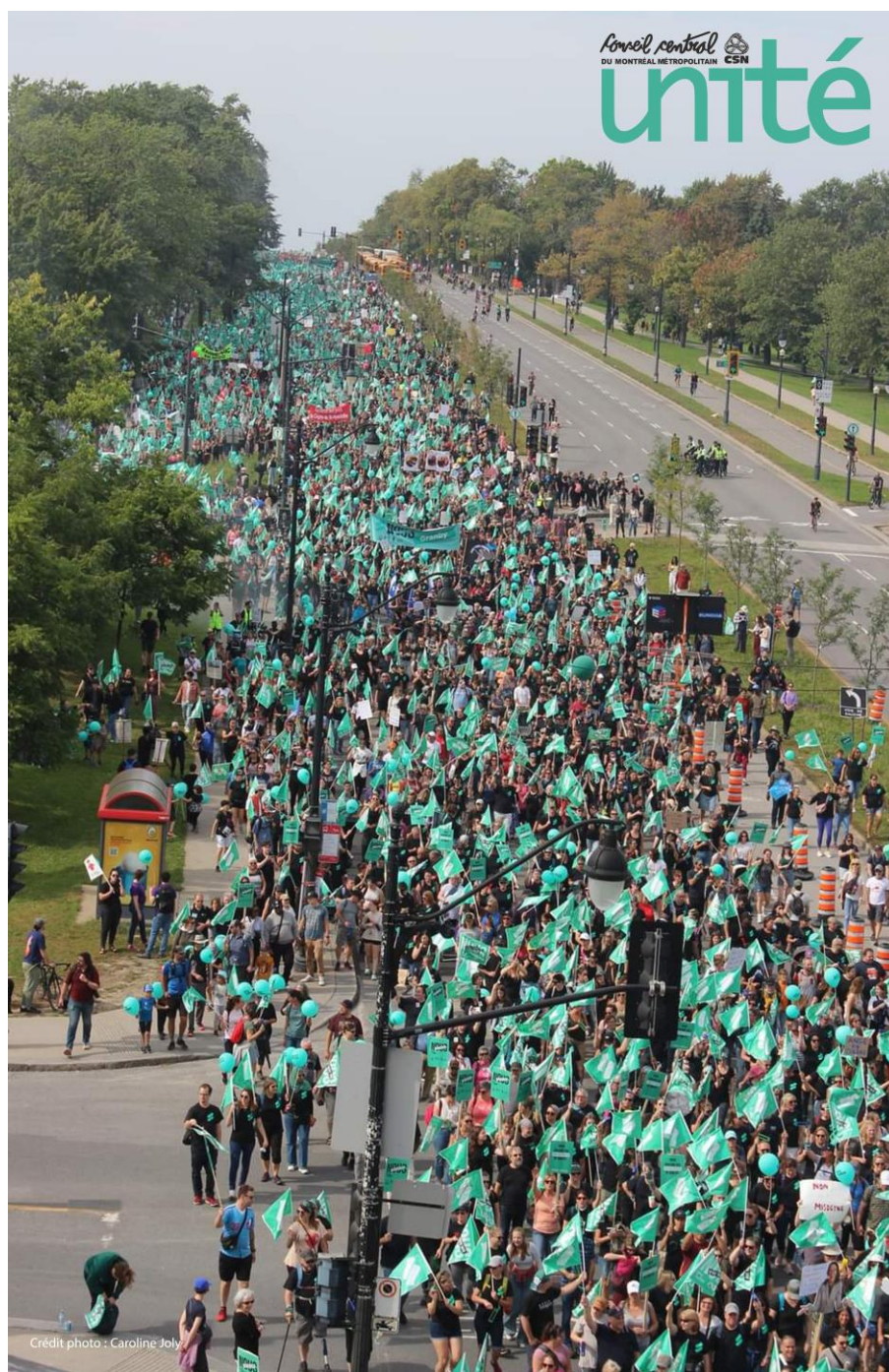


Octobre 2023



Éditorial



1 - Bertrand Guibord, secrétaire général du CCMM–CSN

Ensemble

Quelle manifestation le 23 septembre : combative, solidaire, libre et massive !

Ça faisait longtemps que je ne m'étais pas senti comme ça. Au milieu de plusieurs dizaines de milliers de personnes de partout au Québec, toutes convaincues qu'elles doivent travailler ensemble et s'appuyer les unes les autres pour atteindre leur objectif, ça faisait longtemps...!

Merci à nos camarades de partout au Québec qui sont venus nous rejoindre au centre-ville de Montréal ! Quel plaisir de nous retrouver toutes et tous ensemble, de toutes les régions et de tous les secteurs !

Cette manifestation, certainement la plus grande depuis la fin de la pandémie, n'en reste pas moins qu'un point de départ. Pour plusieurs raisons, les prochains mois exigeront sans doute de notre part une énergie sans borne afin de tenir tête à un gouvernement arrogant, autoritaire, paternaliste, qui semble convaincu de pouvoir faire comme bon lui semble sans tenir compte de la volonté populaire. Sa plus récente aberration, la volte-face à peu près complète sur le troisième lien, démontre à quel point il manque de vision et ne gouverne qu'avec l'objectif de conserver le pouvoir. Une véritable plaie pour notre démocratie.

Mais il y a beaucoup plus grave, à commencer par la désinvolture avec laquelle le gouvernement caquiste mène les négociations du secteur public – dans la mesure où on peut dire qu'il les mène ! Pour lui, pas question de parler d'autre chose que de ses propres priorités, pas question d'accorder la moindre attention aux préoccupations des travailleuses et travailleurs. Pas question de démontrer le moindre respect pour les travailleuses et travailleurs qui assurent les services publics au Québec, alors qu'il est prêt à faire des courbettes et lécher les bottes des riches capitalistes qu'il ensevelit de subventions. Pour citer une ancienne employée de bureau du conseil central : « C'est un scandale ! »

Graves aussi sont les attaques au filet social et à la démocratie que constituent les projets de loi 15, 23 et 31. Dans tous les cas, ceux-ci sont rejetés massivement par les groupes concernés, que ce soit en santé et services sociaux, en éducation ou dans le milieu du logement. Ça ne semble pourtant pas poser de problème pour ce gouvernement d'autocrates qui se croient investis de la mission de nous ramener à la situation qui prévalait avant la Révolution tranquille : tout au privé, la charité pour les autres, et un gouvernement fort et centralisé qui n'a rien à cirer de l'opposition. C'est un véritable désastre qui s'annonce si la CAQ parvient à ses fins.

En tant que militant-es, ne serait-ce qu'en tant que citoyen-nes, nous avons la responsabilité historique de résister de toutes nos forces à ce massacre. Avec nos alliés-es du communautaire et de la société civile, nous devons agir maintenant pour empêcher les caquistes de nous imposer leurs réformes antisociales et antidémocratiques, contraires à l'intérêt de la population, qui auront des effets pour des décennies si elles sont adoptées.

Certes, le gouvernement caquiste est toujours fort. Mais la récente élection partielle dans Jean-Talon a démontré une fois de plus que la lune de miel est terminée et que les Québécois en ont assez de son arrogance et de son insensibilité aux besoins de la population, en particulier des plus vulnérables d'entre nous. Ensemble, nous serons en mesure d'empêcher la CAQ d'arriver à ses fins et de lui montrer que la population n'accepte pas d'être méprisée comme c'est le cas actuellement. Ce n'est que par la force du nombre, par une solidarité sans faille et une détermination implacable que nous y parviendrons !

Solidarité !

Bertrand Guibord

Secrétaire général du CCMM-CSN



2 - Crédit photo : Dominic Morissette



3 - Crédit photo : Dominic Morissette



4 - Crédit photo : Dominic Morissette



5 - Crédit photo : Dominic Morissette



6 - Crédit photo : Dominic Morissette



7 - Crédit photo : Dominic Morissette



8 - Crédit photo : Dominic Morissette



9 - Crédit photo : Dominic Morissette



10 - Crédit photo : Dominic Morissette



11 - Crédit photo : Dominic Morissette

Crédit photos : Dominic Morissette

Syndicats en conflit

Cimetière Notre-Dame-des-Neiges



12 - Syndicat des employé-es de bureau du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges -CSN

Un an de grève au Cimetière Notre-Dame-des-Neiges

Nous étions plusieurs centaines d'élus-es, de salarié-es et de militant-es CSN à nous retrouver le 20 septembre dernier afin de souligner un triste anniversaire : celui d'un an de grève générale illimitée du Syndicat des employé-es de bureau du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges - CSN (SEBCNDDN-CSN). Des représentant-es d'autres organisations syndicales étaient également présents avec nous pour exprimer notre solidarité et notre respect devant autant de détermination et de courage de la part des grévistes.

En effet, les membres du SEBCNDDN-CSN nous offrent depuis maintenant 54 semaines un exemple de ténacité et de solidarité qui nous inspirera longtemps. Face à un employeur borné, qui refuse encore aujourd'hui de négocier, elles et ils demeurent debout et prêts à mener le combat jusqu'au bout. L'employeur, la Fabrique Notre-Dame, démontre un mépris incroyable pour celles et ceux qui lui permettent d'exister à chaque jour qui passe, notamment en ayant recours à des *scabs* pour effectuer le travail des travailleuses et travailleurs en grève.

Nous ne baisserons pas les bras devant un tel manque de respect ! Tous les syndicats de la CSN doivent s'unir derrière le SEBCNDDN-CSN, notamment en lui offrant un appui financier. Il est possible de le faire en suivant [ce lien](#). Il faut ensuite choisir «STT Cimetière NDN » dans le menu déroulant. Vous pouvez bien sûr en profiter pour faire un don aux autres syndicats en conflits par la même occasion !

Honte à la Fabrique Notre-Dame !

Solidarité avec le Syndicat des employé-es de bureau du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges !

Bertrand Guibord, Secrétaire général du CCMM–CSN

Vous pouvez regarder la capsule vidéo produite à l'occasion de cette action de solidarité.

ici : <https://www.facebook.com/LaCSN/videos/303300279102491>.

Conflits résolus !

Casino de Montréal



13 - Syndicat des employées et employés du Casino de Montréal

En grève depuis le 15 juin dernier, les travailleuses et travailleurs des casinos de Montréal, Charlevoix, Mont-Tremblant et Lac-Leamy ainsi que ceux de Jeux en ligne ont entériné à 73 % une recommandation du conciliateur qui met fin au conflit de travail.

Les 1700 personnes concernées par l'entente obtiennent donc des gains salariaux d'une hauteur de 16 % sur six ans, en plus d'intégrer dans le salaire 2 % du boni et un montant forfaitaire de 1250 \$.

« Tout au long du conflit, les travailleurs et travailleuses de toutes les unités sont restés unis. Je peux dire avec fierté que les liens de solidarité que nous avons créés sont là pour de bon. »

explique Riccardo Scopelleti, porte-parole de l'Intercasinos et président de l'unité de sécurité du casino de Montréal.

Le retour au travail se fera dans les prochaines semaines.

La CAQ dérape !

LA CAQ DÉRAPE

**Privatisation, réformes en santé
et en éducation, abandon
du logement social,
reculs démocratiques**

Une campagne de la
Coalition Main rouge



Le 3 octobre dernier, environ 150 personnes représentant des organisations syndicales, communautaires et citoyennes se sont réunies pour l'activité de lancement de la plus récente campagne de la Coalition Main rouge, « La CAQ dérape ». La date de l'événement a été choisie pour souligner un triste anniversaire, un an après la réélection de la CAQ au gouvernement du Québec.

La campagne souligne de manière humoristique et incisive les dérapages caquistes en santé et services sociaux, en éducation, dans le logement, de même que les nombreux reculs démocratiques qui découlent des lois qu'elle a adoptées depuis qu'elle est au pouvoir.

Nous ne saurions être plus d'accord avec le verdict de la Coalition Main rouge : « Face à un gouvernement autoritaire, qui fonce de réforme en réforme et menace d'affaiblir le filet social ainsi que de restreindre notre capacité d'intervention démocratique, il faut réagir ! »

« L'ensemble de nos services publics, autant en santé et services sociaux, en éducation, en services de garde éducatifs subventionnés, en protection de l'environnement ainsi qu'en services directs à la population pour ne nommer que ceux-là, tout comme nos programmes sociaux, comme le logement social, l'aide sociale, les retraites, etc., doivent être nettement améliorés. L'action communautaire autonome doit aussi être respectée et mieux soutenue. »

L'assemblée générale du CCMM-CSN a adopté le 4 octobre dernier une proposition invitant le conseil central à s'impliquer activement dans la campagne, entre autres en diffusant le matériel de campagne, notamment ce [dépliant](#). Des vignettes seront aussi diffusées sur la page Facebook du CCMM-CSN de même que sur celle de la Coalition Main rouge.

Une grande manifestation intitulée « Les horreurs de la CAQ » est également organisée par la Coalition, en collaboration avec le FRACA. Celle-ci aura lieu le 31 octobre, 11 h, au Square Victoria. Nous vous invitons chaleureusement à y participer, et à vous déguiser pour l'occasion !

Le CCMM-CSN se réjouit de voir la Coalition Main rouge relancer ses activités de mobilisation et compte bien y jouer un rôle de premier ordre, aux côtés de nos alliés syndicaux et communautaires !

TOUT AU PRIVÉ



Cliniques et hôpitaux privés,
logements privés, écoles privées...
tout donner aux amis du parti !

LES REGLES DÉMOCRATIQUES



« Top guns » du privé, plein pouvoir au
gouvernement et consultations bâclées...
tout donner aux amis du parti !

Bertrand Guibord,

Secrétaire général du CCMM–CSN et membre du Comité action suivi de la Coalition Main rouge

Faillite du journal Métro

Faisant face à la faillite de leur entreprise, les travailleuses et les travailleurs de Métro média ont décidé de se relever les manches et d’user de leurs talents pour rédiger un nouveau journal. C’est ce journal que nous avons décidé de vous présenter aujourd’hui avec ce numéro de l’Unité.

Solidarité!

Guillaume Courtemanche, conseiller syndical au CCMM–CSN

OCTOBRE 2023

Sur le quai



Solidaire
depuis 1921

Édition spéciale produite par la rédaction du journal *Métro*



Table des matières

2	Portraits de la rédaction	5	Société : Courtepointe montréalaise
3	Éditorial : Au nom de la presse locale	6	Politique : Grand parc de l'Ouest
4	Le <i>Métro</i> à travers le temps	7	Culture : Faire honneur à l'effervescence montréalaise
4	Culture : Vitrine locale	8	On parle de nous
5	Journalisme d'enquête : Pour approfondir les choses		

Notre équipe de rédaction

Nous avons demandé aux artisan.e.s du journal *Métro* pourquoi ils et elles ont choisi d'y travailler. Survol des réponses.



Arienne Lebreux-Ebacher
Journaliste

J'ai choisi de travailler chez *Métro* afin de mieux comprendre et observer la vie culturelle de Montréal et l'art de vivre de ses citoyens et citoyennes. Ce média en est un de proximité, ce qui permet de mettre en lumière ce qui se passe autour de nous, j'aime également pouvoir avoir une certaine liberté dans les sujets abordés et leurs formats, ainsi que pouvoir développer un style d'écriture, ce qui était encouragé au sein de ce média.



Caroline Bertrand
Journaliste

Chez *Métro*, j'ai eu le bonheur d'exercer mon métier rêvé. De jouer un rôle significatif à mes yeux. En écrivant sur les artistes du Québec, surtout en musique, et sur les événements culturels animant les quartiers de Montréal, j'avais cette intime conviction de faire œuvre utile à ma façon, en propageant de la beauté, en parlant de créations ayant la faculté d'émerveiller, d'inspirer, d'apaiser, d'embellir la vie. J'étais fière et profondément heureuse de contribuer à ce que les créations des artistes d'ici se déposent dans le cœur des amoureux. euses de culture, comme moi.



Clément Bolano
Journaliste

Raconter une rénovation vécue par des locataires, mettre en lumière le premier parc 100% inclusif du Québec ou bien aller parler aux résidents d'un quartier montréalais après d'énormes coups de feu et relater leur ressenti sont autant de raisons qui m'ont amené à couvrir l'actualité montréalaise au journal *Métro*, pendant près de 17 mois. Toutes ces histoires, ce sont les vôtres, ce sont les nôtres. Car la vocation du *Métro* est bien là: donner une voix à ceux que l'on entend peu, et ainsi contribuer humblement à la vie de toute la communauté.



Jules Couturier
Journaliste

J'adorais mon travail chez *Métro*, journaliste pour les sections Culture et Inspiration, je pouvais traiter les nouvelles avec balçour et liberté en y apportant une bonne dose de ma personnalité. Ainsi, j'estime que je pouvais livrer un produit journalistique distinct dans le paysage médiatique québécois, qui abordait des sujets précis tout en étant de portée universelle.



Quentin Dufranne
Journaliste

J'avais l'impression d'avoir un réel impact sur les Montréalais en les informant sur des sujets que les plus grands médias ne couvraient pas. On parlait aux petits organismes, aux citoyens dans le besoin, mais aussi aux grands dirigeants avec toujours comme désir premier d'être utiles aux Montréalais.



François Lemieux
Journaliste

Au cours des 13 dernières années, j'ai eu la chance d'écrire des centaines d'articles sur des sujets d'actualité variés tels que la politique, les sports, l'environnement, l'entrepreneuriat et la culture. Gaspiéien d'origine, j'ai l'impression d'avoir vraiment pu découvrir mon deuxième chez moi, Montréal, de force en contrebande grâce à mon travail. Pour moi, *Métro* représente un élément unique de l'écosystème journalistique montréalais. C'est un maillon essentiel de la chaîne, qui rapporte des nouvelles hyperlocales, communautaires et culturelles, peu ou souvent pas rapportées ailleurs.



Naomie Gelpier
Journaliste

Comme plusieurs de mes collègues journalistes, je débute ma carrière au journal *Métro*, un média local que je lisais déjà dans les transports en commun. Je rêvais même d'y travailler alors que j'étais étudiante, car c'était un journal montréalais accessible. En quatre ans, j'occupe quatre postes différents: journaliste aux hebdo, journaliste société, journaliste culture et inspiration et cheffe de section aux actualités. Ce qui me motive à y rester durant autant d'années, c'est justement le fait qu'on me permet d'évoluer vers mes aspirations, mais surtout parce que j'aime l'équipe qui m'entoure.



Patricia Bergeron
Rédactrice

J'ai été heureuse comme rédactrice au calendrier du journal *Métro*, à couvrir l'actualité événementielle dans ses moindres recoins. Travailler à *Métro* impliquait de travailler en équipe, notamment avec des graphistes, talentueuses et drôles. Le calendrier de *Métro* présentait aussi bien la généreuse offre de la Ville de Montréal que des événements communautaires, culturels, sportifs, horticoles, reçus de la part de petits organismes. Ce contact de proximité avec les organismes communautaires, culturels et autres faisait partie des attraits de mon poste. On retrouvait, au calendrier de *Métro*, des milliers d'événements, pour tous les goûts et tous les budgets. J'ai particulièrement aimé cet aspect de démocratisation de l'offre culturelle.



Sliman Naciri
journaliste

En tant qu'expatrié de l'hexagone, travailler chez *Métro* m'a permis de me plonger au cœur de l'actualité montréalaise, de cerner les enjeux pressants de la métropole et de mieux comprendre son identité. Montréal est, à mes yeux d'étranger, une riche mosaïque de territoires et de résidents présentant chacun leur singularité. Il est essentiel qu'un média de proximité œuvre pour les représenter.

J'ai firmé conviction que les nombreuses heures passées en poste à *Métro* à scruter l'actualité, à m'entretenir avec des citoyens et des acteurs locaux, et à rédiger des articles ont fait de moi un meilleur Montréalais.



Valérie Mailhot
Réviséuse

Passionnée d'information et de culture, j'ai choisi d'occuper le poste de réviséuse à *Métro* pour me plonger dans l'actualité montréalaise et les histoires des multiples communautés qui façonnent le visage de la métropole. Réviser les articles des journalistes de *Métro*, c'est veiller à la qualité linguistique des textes, c'est surtout faire partie d'une équipe se dévouant sans relâche à une mission essentielle: informer quotidiennement les Montréalais et Montréalaises de tout ce qui se passe dans leur ville, leur arrondissement et leur quartier.



Au nom de la presse locale

Arianne Lebreux-Ebacher,
Caroline Bertrand et
Valérie Mailhot

Vous vous en doutez, la dernière année chez Métro Média n'a pas été de tout repos. Peu importe notre rôle au sein de l'entreprise, nous étions conscient.e.s de la précarité de notre milieu. Mais on ne s'attend jamais à être mis.es à pied par un beau vendredi à 16h30, entre deux courriels et une entrevue, alors que les statistiques d'audience ne cessent d'augmenter.

Au cours de la dernière année, nous, les journalistes, avons dû voir trop souvent partir, du jour au lendemain, des collègues passionné.e.s en raison de coupes budgétaires. Des postes qui n'ont pas été remplacés, ce qui a évidemment accru notre charge de travail.

Si auparavant Métro jumelait un.e journaliste à chacun des arrondissements montréalais, cette façon de couvrir la métropole a dû être revue, faute d'effectifs. Ce changement ne nous a cependant pas empêché.e.s d'accomplir notre mission : aller à la rencontre de toutes les communautés montréalaises en vue d'offrir un journalisme de proximité de qualité.

Dernièrement, nous étions donc une vingtaine de journalistes à couvrir l'actualité

locale, à produire de l'information en continu qui touche les Montréalais.e.s, à créer des contenus vidéos aussi informatifs que ludiques, à faire rayonner la culture d'ici, à proposer des sorties inspirantes de tout genre et à diffuser nos articles en ligne afin qu'ils se rendent à vous, peu importe votre plateforme de prédilection.

Si nous nous acquitions de cette importante charge de travail, si nous persévérions malgré l'avenir incertain de Métro, c'est que nous croyions profondément en notre mission, ce qui a rendu d'autant plus douloureuse la suspension inattendue de nos activités.

Qu'il soit enraciné dans un quartier ou une ville, un média local compte autant qu'un média national pour la vitalité de notre démocratie : multiplier et diversifier les sources d'information permet en effet de mieux comprendre le monde et le milieu dans lesquels on vit. Le public en sort ainsi mieux informé.

Ultimement, ce n'est pas le nombre de scoops qui détermine la valeur d'un média, mais bien la rigueur, la singularité et l'engagement avec lesquels il traite de ce qui nous touche, de ce qui a une véritable incidence sur les communautés.

En ce sens, Métro était pertinent, incontestablement.

Parce que ses éditions papier, distribuées gratuitement, rendaient l'actualité accessible à l'ensemble de la population montréalaise, peu importe son quartier.

Parce que Métro donnait voix aux résident.e.s.

Parce que Métro accordait de l'importance aux soupers spaghetti organisés dans vos quartiers pour amasser des fonds ou encore au processus créatif d'une rappeuse émergente.

Parce que Métro suivait de près l'actualité municipale et talonnait vos élu.e.s à propos d'enjeux délicats vous concernant.

Parce que Métro traitait l'information à sa manière et abordait de front des sujets tabous, n'hésitant pas à mener des enquêtes corsées ou à plonger au cœur de certains phénomènes sociaux afin de mieux les décrypter.

Si notre travail acharné des dernières semaines et nos nombreuses sorties publiques ne vous ont pas encore convaincu.e.s de l'importance de la mission de Métro, nous espérons que ce document – fruit du travail d'une salle de rédaction déterminée à ne pas disparaître – saura y parvenir.

Le Métro à travers le temps

2001 Mars	Fondation du journal Métro par Médias Transcontinental, Metro International et Gesco
2011 Janvier	Fin de l'entente d'exclusivité avec la STM et suspension de la distribution dans le métro de Montréal
2012 Janvier	Transcontinental inc. devient le seul propriétaire
2016 Janvier	Retour de la distribution du journal dans le métro
2018 Avril	Rachat du journal par l'entreprise Transnet Logistics & Metropolitan Media
2021 Mars	Lancement d'une application mobile
2023 Août et Septembre	Mise à pied des employé.e.s et faillite de Métro



Vitrine locale

Patricia Bergeron
Journaliste

Microcosme du journal Métro de par sa dimension hyperlocale, le calendrier événementiel de Métro offrait aux Montréalais et aux Québécoises une vitrine locale unique sur le web, pour chacun des quartiers, et ce, gratuitement. Métro faisait état de l'effervescence de la vie culturelle et communautaire de chacun des arrondissements de la ville, comme aucun des grands médias ne peut le faire.

Chaque événement avait sa place dans le calendrier, du plus petit des happenings de quartier aux spectacles ou expositions en tout genre, en passant par les festivals

de musique électronique, de littérature haïtienne, d'humour, ou de bière locale.

Dans les éditions papier, la rubrique À voir dans mon quartier annonçait de manière colorée les meilleurs événements à venir dans chaque arrondissement.

La disparition subite du calendrier événementiel de Métro laisse un vide dans la vie communautaire montréalaise que les autres médias ne peuvent combler.

Comme l'a souligné l'attachée de presse Isabelle Bleau dans une publication Facebook, la suspension des activités de Métro a d'importantes répercussions dans le milieu culturel et celui des attaché.e.s de presse:

«J'apprends ce matin que le journal Métro va cesser complètement d'être publié et diffusé sur sa plateforme web avec une édition pour chaque quartier, mais disponible pour tous en googlant simplement. [...] Aucun autre média ne peut témoigner à ce point de la vitalité de nos quartiers de Montréal, sinon de parler des grandes activités et grandes institutions. Ils n'ont pas l'espace suffisant. On n'est pas tous le TNM ou le Festival de jazz. Qui va parler de nos quartiers et de ce qui s'y passe? C'est souvent là qu'on retrouve les activités audacieuses, bienveillantes, nouveaux talents, nouvelles initiatives locales, concours de musique, nouvelle exposition d'un jeune créateur...»



JOURNALISME D'ENQUÊTE

Pour approfondir les choses

Quentin Dufranne
Journaliste

Si *Métro* ne disposait pas des mêmes moyens que les plus grands médias en matière d'enquête, son équipe de journalistes a tout de même pu révéler des faits qui seraient sinon restés inconnus de la population. Avec passion et acharnement, les journalistes de *Métro* ont ainsi mené plusieurs enquêtes sur divers sujets touchant chaque fois directement les Montréalais et les Montréalaises. On retiendra entre autres l'enquête ayant permis de montrer que certaines églises de la métropole continuaient d'offrir des thérapies de conversion pour les personnes LGBTQ2+ alors que ces pratiques sont aujourd'hui illégales. Cette enquête a notamment eu des échos jusqu'à l'Assemblée

nationale et a été citée par de nombreux médias québécois. *Métro* a également été le premier média à mettre au jour les allégations de climat toxique au sein de l'Office de consultation publique de Montréal, entraînant le déclenchement d'une enquête indépendante au sein de l'organisation. Grâce à une autre enquête de *Métro*, l'absence d'action au sein de l'Initiative Montréal sans sida de même que les conflits internes entre le milieu communautaire et la Ville de Montréal ont pu être portés à l'attention de la population. Toutes ces enquêtes ont eu un impact considérable pour la démocratie montréalaise en permettant de révéler des vérités que certaines personnes auraient préféré ne pas voir exposées au grand jour.

CourtepoinTE montréalaise

Clément Bolano
Journaliste

Mody Maka Barry est un véritable héros du quotidien. Le directeur général de l'organisme Handicap Action Intégration consacre son temps et ses ressources depuis 11 ans à aider les personnes handicapées et à mobilité réduite à découvrir leur force intérieure et à développer leur plein potentiel.

Son histoire ne vous dit peut-être rien, et c'est bien pour cela que la journaliste Karla Meza l'avait rapportée dans les colonnes du journal *Métro*. Elle avait été embauchée à travers l'Initiative de journalisme local (IJL), laquelle «soutient la création d'un journalisme civique original qui répond aux besoins diversifiés des communautés mal desservies du Canada», indique le gouvernement du Canada sur son site Internet.

S'il est difficile de mesurer l'impact positif d'un média local sur les minorités culturelles, il est en revanche aisé de dresser ce constat: leurs histoires sont souvent moins racontées que celles du reste de la population. Mais ne pas les exposer mène à un problème démocratique bien plus profond: le sentiment d'être délaissé, oublié, voire exclu de sa société d'accueil.

Métro s'est assuré de briser ce sentiment en s'adressant au plus grand nombre et en allant à la rencontre de toutes et de tous. C'est ainsi que dans nos pages vous avez pu découvrir les défis qu'ont vécus Guillaume, Alexandra et Justine, des Québécoises et Québécois adoptés à l'international, et comment leur expérience d'adoption a façonné leur identité. C'est aussi dans le journal *Métro* que Carmen, une travailleuse sans-papier de 65 ans, confiait ne pas pouvoir prendre sa retraite en raison de la précarité financière liée à son statut.

Au-delà des témoignages, notre site Internet diffusait des informations qui seraient probablement restées dans l'angle mort des autres médias. Par exemple, en annonçant la tenue d'un sommet visant à renforcer les liens entre les femmes latino-américaines à Montréal ou bien en relayant la demande de migrants au fédéral pour la suspension des expulsions et la réouverture du chemin Roxham.

Métro offre une plateforme à toutes les Montréalaises et à tous les Montréalais, quelle que soit leur origine ou leur situation. Il permet également de faire le pont entre les communautés, d'en apprendre plus sur ses voisins, et contribue ainsi au ciment social. À l'heure où l'avenir de *Métro* est plus qu'incertain, réitérons l'importance de cette mission et, plus largement, du journalisme de proximité et de la presse locale pour le vivre-ensemble.



Grand parc de l'Ouest : une couverture exhaustive par Métro

François Lemieux
Journaliste

Le 8 août 2019, Métro publiait un article intitulé «La Ville de Montréal aménagera le plus grand parc urbain au pays». Le texte révélait que la Ville de Montréal confirmait son intention de créer son Grand parc de l'Ouest, d'une superficie de 3200 hectares, dans l'Ouest-de-l'île.

Cette nouvelle mettait fin à des années de spéculation quant à ce qui allait advenir de près de 365 hectares d'anciennes terres

agricoles et de milieux humides situés dans Pierrefonds-Ouest. Les terres en question étaient la propriété de promoteurs immobiliers qui souhaitaient aller de l'avant avec Cap Nature, un mégaprojet de 5500 logements dans le secteur.

Selon ce qui était prévu, 185 hectares sur 365 étaient voués à être développés, alors que les 180 autres auraient été conservés en tant que milieux naturels.

Une longue saga

Si cette nouvelle a bien entendu été rapportée par d'autres médias, *Métro*, en tant que média local, avait commencé à documenter les moindres dédales de cette saga de nombreuses années auparavant. Grâce à sa présence dans les arrondissements, *Métro* avait

commencé, dès 2015, à faire état de la contestation populaire du projet. Celle-ci culmina en une pétition de 30 000 signatures quelques années plus tard.

Des balbutiements de la vaste mobilisation populaire jusqu'aux différentes acquisitions de terrains annoncées depuis 2019, en passant par les diverses consultations publiques, les débats menés lors de la campagne électorale de 2017 et la poursuite de plus de 170 M\$ lancée contre la Ville, *Métro* a effectué une couverture exhaustive du sujet.

En tout, c'est plus d'une trentaine d'articles qui ont été consacrés par *Métro* à ce dossier environnemental d'intérêt pour l'ensemble de la métropole, mais au départ relativement peu connu puisque concernant un quartier excentré.

Si le Grand parc de l'Ouest peut même encore sembler lointain pour de nombreux résidents, il représente un élément-clé pour ce qui est de la protection des espaces verts à Montréal, étant donné le peu de milieux naturels restants sur l'île.

Rappelons qu'en 2015, la municipalité avait adopté le Schéma d'aménagement et de développement de Montréal. Celui-ci se donnait comme cible de protéger 10% du territoire de l'île à titre de milieux naturels. En date d'octobre 2019, le pourcentage atteint s'élevait seulement à 6,1%.



Faire honneur à l'effervescence montréalaise

Caroline Bertrand
Journaliste

Montréal foisonne de propositions culturelles, et ce, tout au long de l'année! Les Montréalais.e.s peuvent compter sur nous, à *Métro*, pour rester à l'affût de la myriade d'activités culturelles qui font vibrer les quartiers de la ville, des maisons de la culture aux grandes salles de spectacle, en passant par les commerces, les parcs et les ruelles grouillantes de vie.

Mordu.e.s d'arts sous toutes leurs formes et de sorties en

ville, tout en étant fasciné.e.s par les enjeux sociaux, nous sommes une source intarissable de suggestions d'événements culturels à vous mettre sous la dent, surtout sur l'île.

Surtout, nous avons à cœur de braquer les projecteurs sur les artistes locaux, de renom ou en émergence, professionnel.le.s ou amateur.e.s. Les quartiers regorgent de projets créatifs inspirants — et nous nous en faisons le porte-voix.

La richesse de la scène artistique montréalaise, et plus largement québécoise, nous la valorisons.

Nous n'attendons pas que les créateur.trice.s d'ici croulent sous les prix avant de parler de leur musique, de leur pièce, de leur film, de leur festival, de leur livre...

Nous nous intéressons aux artistes, que ce soit à l'aube de leur parcours ou au moment de célébrer leurs accomplissements. Ce que nous désirons, c'est faire découvrir des œuvres d'ici, aussi passionnantes que pertinentes.

Notre section Inspiration, elle, porte magnifiquement son nom! Pour vous ébaudir comme vous détendre, vous pouvez compter sur nous pour inspirer vos

sorties urbaines à l'échelle de la ville. Les nouveaux commerces, restos ou autres cafés, sans compter les nombreux festivals gourmands de toutes sortes qui égarent les quartiers l'année durant, n'échappent pas à notre radar!

Curieuse et allumée, notre équipe se fait aussi un plaisir de décortiquer des phénomènes sociaux avec des expert.e.s.

Bref, c'est avec fierté que nous faisons honneur par nos articles à l'effervescence culturelle et artistique de Montréal.

On parle de nous

Le journal Métro s'est consacré avec pertinence et indépendance aux enjeux tant métropolitains que locaux et d'arrondissements: gouvernance, éthique, mobilité, environnement, logement, patrimoine, fiscalité. Bref, il s'agit d'un média territorial examinant les diverses composantes montréalaises, capable d'en refléter les complexités. Merci et bravo!

Danielle Pilette
PROFESSEURE ASSOCIÉE À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL QUI ÉTUDE LA GOUVERNANCE MUNICIPALE

Je ne peux pas en dire assez à propos d'à quel point Métro a été et est toujours important pour des groupes comme Sauvons l'Anse-à-l'Orme, la Coalition verte et Sauvons la forêt Fairview. Les enjeux locaux qui affectent les résidents doivent être représentés par des médias locaux comme Métro!

Susan Stacho
PORTE-PAROLE DU GROUPE SAUVONS L'ANSE-À-L'ORME, QUI A MILITÉ POUR LA CONSERVATION DE 365 HECTARES DE TERRAINS NATURELS DANS L'OUEST-DE-L'ÎLE, ENTRE 2015 ET 2019

Le journal Métro nous permet de faire rayonner les étudiants-athlètes locaux en nous offrant une vitrine et une tribune pour démontrer au public qu'il existe plusieurs histoires sportives et humaines au-delà du sport professionnel. Le journal Métro occupe une place importante et nécessaire dans le paysage montréalais de l'information.

Patricia Demers
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA FONDATION ALEO, QUI SOUTIENT LES ÉTUDIANTS-ATHLÈTES AU QUÉBEC

Pour le Métro, les conditions de travail ou la grève d'un commerce de proximité étaient tout aussi importantes que ce qui se passait à l'échelle nationale. Merci de nous avoir offert du journalisme à échelle humaine.

Caroline Senneville
PRÉSIDENTE DE LA CSN

J'ai eu le cœur brisé lorsque j'ai appris que le journal Métro n'allait plus être en service. Ce journal local a été la voix de nombreuses personnes dans cette ville. Cela a aidé de nombreux artistes comme moi à ce que d'autres gens connaissent nos efforts.

Steve Pageot
PRODUCTEUR DE MUSIQUE MONTRÉALAIS LAURÉAT D'UN PRIX GRAMMY

Sur les réseaux sociaux



Coup d'œil sur les assemblées générales des mois de septembre et octobre 2023



14 - Dominique Daigneault, présidente du CCMM-CSN

Septembre :

Le Conseil central du Montréal métropolitain–CSN a tenu sa première assemblée de l'année 2023-2024 le 13 septembre dernier. En ouvrant l'assemblée, la présidente a souligné que l'automne sera chaud à plusieurs égards, tant sur le plan environnemental que des luttes syndicales. Elle a, entre autres, mentionné l'urgence d'accélérer la transition juste et souligné les luttes dans les deux syndicats du Cimetière Notre-Dame des Neiges, celle des syndicats des Casinos du Québec, ainsi que plusieurs autres actions qui se sont déroulées cet été.

Au point Conflits et mobilisations, Cloé Zawadzki-Turcotte, conseillère syndicale au CCMM–CSN, a tracé un portrait de la situation du Syndicat des employé-es de bureau du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Le 20 septembre, cela a fait un an que les membres du syndicat sont en grève. Une action a été organisée sur l'heure du dîner pour exprimer notre solidarité aux membres du syndicat. Un appel est à nouveau lancé pour appuyer le syndicat financièrement et sur les piquets de grève. Alex Pelchat, aussi conseiller syndical au CCMM–CSN, a fait le point sur la grève des syndicats CSN des casinos, qui mènent leur lutte en inter casinos.

Nous avons ensuite reçu Stéphane Vigneault, d'École d'ensemble, qui a présenté un modèle d'intégration des écoles privées au réseau public qui vise notamment à mettre fin à la ségrégation scolaire et aux inégalités sociales. Cette première réflexion a suscité beaucoup d'intérêt et demeure à poursuivre.

Dans le cadre des activités organisées autour du 50e anniversaire du coup d'État au Chili, Marcela Escribano, chargée de projet chez Alternatives et Geraldo Vivanco, de l'Association des Chiliens du Québec, ont fait quelques rappels historiques, dont le fait que le Conseil central, la CSN et d'autres centrales syndicales ont déployé toute leur solidarité envers la communauté chilienne. Les délégué-es ont été invités à participer aux événements soulignant le 50e.

Les délégué-es ont ensuite entendu Donald Picotte et Nancy Turgeon, responsables des comités LGBT+ et Éducation au CCMM–CSN qui nous ont présenté la campagne Allié-es des élèves et étudiant-es LGBTQ+ en nous invitant à y participer.

L'assemblée s'est terminée par la capsule sur la santé et sécurité du travail. Michaël Bourque, membre du Comité d'action en santé et sécurité au travail (CASS) nous a invités à participer à l'action du 6 octobre soulignant le 2e anniversaire de l'adoption de la loi 27.

Octobre

La présidente a débuté par un retour sur la magnifique manifestation nationale pour nos services publics du 23 septembre dernier à laquelle 100 000 personnes ont participé. Les votes pour la grève sortent fort, en moyenne à 93 % en faveur de la grève ! Les gens ont raison d'être fâchés ! Le même gouvernement qui jouait du violon pour dire merci aux anges gardiens leur rit en plein visage avec des offres qui ne permettent même pas de faire face à l'inflation ! Elle mentionne également la colère des peuples autochtones contre le projet de loi qui vise à instaurer l'approche de sécurisation culturelle dans le réseau de la santé et des services sociaux. Ce projet de loi a été élaboré sans réelle consultation et est bourré de contradictions. Elle a aussi souligné l'importance du 7 octobre, Journée mondiale du travail décent. Elle a conclu en rappelant que : « Sans les travailleuses et les travailleurs, nulle production de biens ni prestation de service n'est possible. Si les patrons l'oublie, nous, il ne faut pas l'oublier et surtout, ne pas se gêner pour le leur rappeler ».

Au point sur la régularisation des statuts des travailleuses et travailleurs migrants, Katia Lelièvre, 3e vice-présidente de la CSN, nous a résumé le mémoire que la CSN a déposé à la Commission des relations avec les citoyens. Les délégué-es ont été touchés par la situation horrible vécue par les

personnes assujetties à des permis de travail fermés qui les placent dans une forme moderne d'esclavage. Une proposition à l'effet de se mobiliser sur cet enjeu a été adoptée à l'unanimité.

Nous avons aussi reçu Pierre Brassard, président de la CSN-Construction et Guillaume Wilson-Patry, conseiller à la syndicalisation, pour nous parler du maraudage qui va se dérouler dans le secteur.

Plus tard, les délégué-es ont voté une proposition visant à participer à la campagne *La CAQ dérape* initiée par la Coalition Main rouge. Celle-ci vise 3 objectifs : 1) Faire prendre conscience des reculs démocratiques qu'impose le gouvernement entre autres par les attaques au contrôle populaire des institutions publiques. 2) Décrire les avancées de la privatisation (en santé, dans le financement de l'action communautaire, dans l'aide au logement et le logement social, etc.) qui profite à l'élite économique en réduisant le filet social. 3) dénoncer les choix fiscaux du gouvernement qui compromettent la justice sociale. Voir le texte ci-dessus dans la présente édition de l'Unité pour plus de détails.

L'assemblée s'est conclue avec la capsule d'information du Comité d'action en santé et sécurité sur les risques psychosociaux visant à introduire la soirée d'information qui portera sur ce sujet.

UE : positions radicales adoptées lors du 78^e congrès



15 - Chantal Ide, vice-présidente du CCMM-CSN

Depuis plusieurs années, le Conseil central et la CSN entretiennent des liens de solidarité avec UE, une organisation syndicale états-unienne avec laquelle nous partageons une vision commune du syndicalisme.

Sous le thème "Building Strike Power" (construire notre puissance de grève), ce 78^e congrès a permis aux militantes et militants d'adopter plusieurs positions politiques qui vont guider UE pendant les prochaines années.

Tout comme au CCMM et à la CSN, les congressistes ont affirmé l'importance de lutter contre les discriminations en mettant en place différentes mesures. Par exemple, UE a mis sur pied un programme de développement de leaders et de salarié-es (*Leadership and Staff Development Program*) pour les personnes issues de minorités. Au niveau politique, les sections locales d'UE sont invitées à supporter les candidatures progressistes; soit celles qui s'opposent avec force au racisme et qui défendent le droit à l'avortement. À ces positions s'ajoutent des orientations pour les sections locales, pour revendiquer dans leurs conventions collectives des clauses afin de protéger les conjoints de même sexe (assurances collectives, régimes de retraite) et les couples non mariés.

Plusieurs positions et revendications ayant un impact direct sur les conditions de travail et de négociation ont aussi été adoptées, que ce soit par l'ajout des droits des travailleurs à la Constitution états-unienne, l'élargissement du droit de grève ou de meilleures lois en matière de santé-sécurité au travail ; on ne peut que constater que leurs préoccupations sont très proches des nôtres.

UE constate que les lois "right to work" descendent tout droit des lois dites "Jim Crow", les lois qui ont imposé la ségrégation aux États-Unis. Ces lois antisyndicales sont racistes et doivent être combattues.

UE a toujours misé énormément sur l'éducation et la formation de ses membres. À cet effet, de nombreuses propositions ont été adoptées pour faire de l'éducation politique, mais aussi de l'éducation syndicale. Les membres ont aussi été invités à participer à des campagnes de la société civile comme *Black Lives Matter*, *Fight for \$15* et tout autre mouvement de la classe ouvrière qui lutte pour la justice sociale et économique.

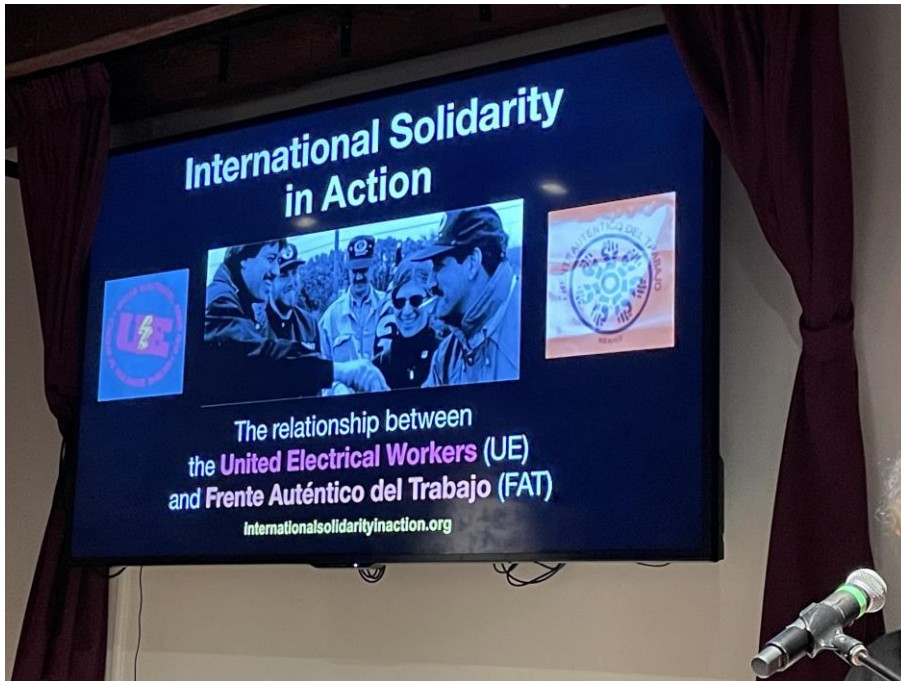
UE encourage depuis de nombreuses années ses sections locales à développer des relations à l'international. Lors du congrès, les délégué-es internationaux sont invités à prendre la parole pour présenter leurs luttes. Des délégué-es du *Frente Autentico del Trabajo* (FAT, Mexique) et de *Zenroren* (Japon) ont pris la parole, tant pour parler de leurs luttes locales que pour réaffirmer les liens qui unissent la classe ouvrière bien au-delà des frontières. J'ai pu m'adresser au congrès et leur faire part de certaines de nos luttes : la solidarité des travailleuses de l'Enfanterelle, la ténacité des membres du syndicat des employé-es du bureau du cimetière Notre-Dame-des-Neiges et de la lutte annoncée dans les négociations du secteur public.

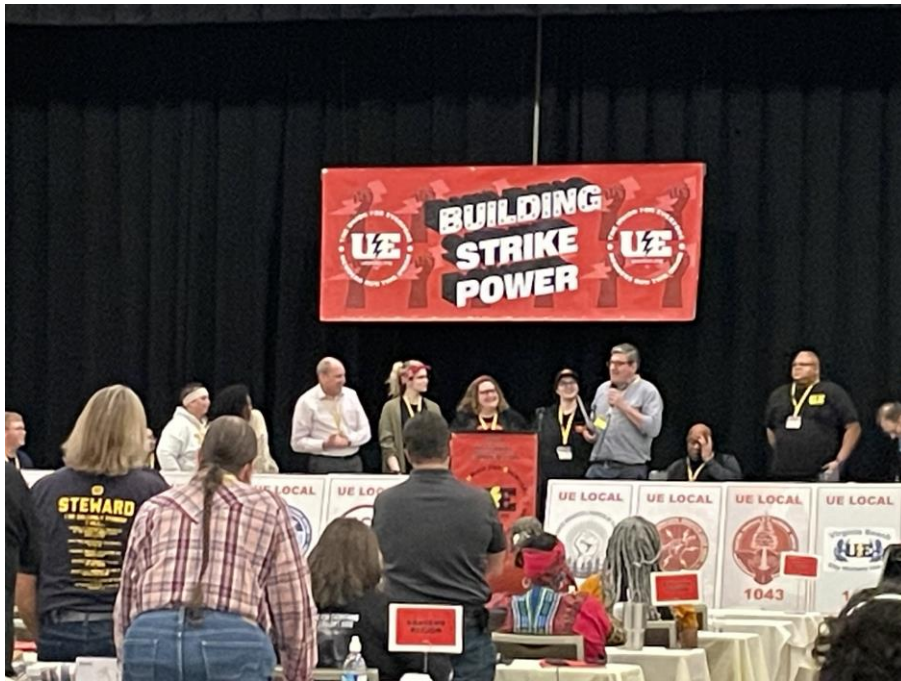
Une conférence intitulée "[Exploring Rank And File Solidarity](#)" avec Robin Alexander, qui a été la première directrice des affaires internationales d'UE, nous a permis de mieux saisir la place importante de la solidarité internationale pour nos camarades états-uniens ainsi que les liens qui les unissent au FAT. Le livre de Robin, [International Solidarity in Action](#) est disponible en ligne.

Chantal Ide

Première vice-présidente du CCMM-CSN et responsable politique du dossier solidarité internationale









Vers la fin des permis de travail fermés pour les travailleurs étrangers temporaires



16 - Ramatoulaye Diallo, trésorière du CCMM-CSN

Nous sommes dans une période de pénurie de main-d'œuvre et les entreprises ont recours à des travailleurs étrangers temporaires pour y pallier. Ces travailleurs étrangers doivent obtenir un permis de travail du gouvernement canadien pour venir travailler au Canada ; ce permis de travail sera fermé ou ouvert. Alors que le permis ouvert permet aux personnes qui l'obtiennent de travailler pour différents employeurs, le permis de travail fermé autorise la personne à ne travailler que pour UN

SEUL ET UNIQUE EMPLOYEUR, ce qui mène souvent à des abus de toutes sortes, que les travailleurs ne peuvent dénoncer sous peine d'être renvoyés dans leur pays.

De plus en plus, on prend conscience de la nécessité d'abolir ces permis fermés. Le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTTI) a documenté de nombreux cas d'exploitation des travailleurs liés à un seul employeur, des films documentaires ont présenté les conditions faites à ces travailleurs. Par exemple, alors qu'il y a belle lurette qu'il n'y a plus de dortoirs avec lits superposés dans les chantiers des travailleurs forestiers ou miniers au Québec, pour les travailleurs étrangers temporaires, on ne se gêne pas d'y avoir recours... et on déduit les «frais de logement » de leurs salaires !

Un film de fiction actuellement à l'affiche, RICHELIEU, mettant en vedette Marc-André Grondin, nous fait vivre les terribles conditions qui sont celles de travailleurs étrangers temporaires dont le permis de travail est fermé. Ces personnes sont bien conscientes d'être exploitées, mais leur employeur menace de les expulser du pays s'ils se plaignent : c'est souvent la peur qui empêche les gens de parler. Là où on a pu rompre l'omerta, on a vu la CNESST poursuivre des employeurs qui versent des salaires en deçà du salaire minimum légal, qui ne payent pas à taux majoré les heures travaillées en temps supplémentaires, etc.



17 - Film Richelieu

Pour le Bureau international du Travail (BIT), les permis de travail canadiens qui restreignent et empêchent les travailleurs étrangers temporaires de changer de lieu de travail et d'employeur, les placent dans une situation particulièrement vulnérable et offrent aux employeurs la possibilité d'exercer un pouvoir disproportionné à leur encontre. Le BIT ajoute de plus que les permis de travail fermés peuvent inciter des employeurs à préférer les travailleurs migrants aux travailleurs québécois, et faciliter ainsi le "dumping social" et le nivellement par le bas.

La ministre Christine Fréchette, qui mène présentement des consultations sur la planification pluriannuelle de l'immigration au Québec 2024-2027, a dit « avoir été touchée par les témoignages sur les conditions des travailleurs étrangers temporaires » et « que son gouvernement va charger la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) d'évaluer l'impact du permis de travail fermé sur le marché du travail et sur les travailleurs ».

Le CCMM-CSN demande l'abolition pure et simple du permis de travail fermé, parce que celui-ci mène à des abus qui s'apparentent au travail forcé, qu'il génère des difficultés d'intégration en emploi, de la précarité, de nouveaux sans-papiers, du travail au noir et de l'exclusion sociale. L'assemblée générale du 4 octobre dernier a en effet adopté une proposition en ce sens, en présence de Katia Lelièvre, troisième vice-présidente de la CSN, venue faire le portrait de la situation pour l'occasion.

Solidairement!

Ramatoulaye Diallo, trésorière du CCMM-CSN et responsable politique immigration et relations interculturelles

Soirée sur le PL15



18 - Ariane Carmel Pelosse, 2^e vice-présidente du CCMM-CSN

Dans le cadre de notre mobilisation contre le projet de loi 15, nous avons eu l'honneur de recevoir Anne Plourde, chercheure à [l'IRIS](#), ainsi qu'Anne Thibault-Bellerose, conseillère à la recherche à la CSN, qui a étudié en profondeur le plan Dubé. Ce fut une soirée très enrichissante, mais également très inquiétante à plusieurs égards.

Les deux présentations complémentaires ont permis de mettre en évidence que le système de santé est privatisé depuis longtemps et que le nouveau projet de loi n'est qu'une continuité de la destruction des services publics. La CAQ met de l'avant une plus grande centralisation, une plus grande privatisation et une marchandisation des soins de santé avec son « plan Dubé ».

Pour en savoir plus sur le projet de loi 15, vous pouvez consulter le projet de loi en résumé ici : <https://fsss.qc.ca/le-projet-de-loi-15-en-resume/> ainsi que le mémoire déposé par la CSN ici : https://www.csn.qc.ca/wp-content/uploads/2023/05/2023-05-05_memoire-pl15_csn.pdf

Le comité SSS en action !

Les membres du comité santé et services sociaux du Conseil central du Montréal métropolitain CSN se sont rencontrés pour un remue-méninges le 20 septembre dernier, afin d'établir un plan d'action qui viserait à la fois à informer la population et dénoncer cet horrible projet de loi. Si vous voulez participer à une action, inscrivez-vous au réseau de mobilisation à l'adresse suivante :

ReceptionCCMM@csn.qc.ca

Arianne Carmel Pelosse, 2^e vice-présidente du CCMM–CSN et responsable politique santé et services sociaux.

50 ans de luttes féministes et de solidarité



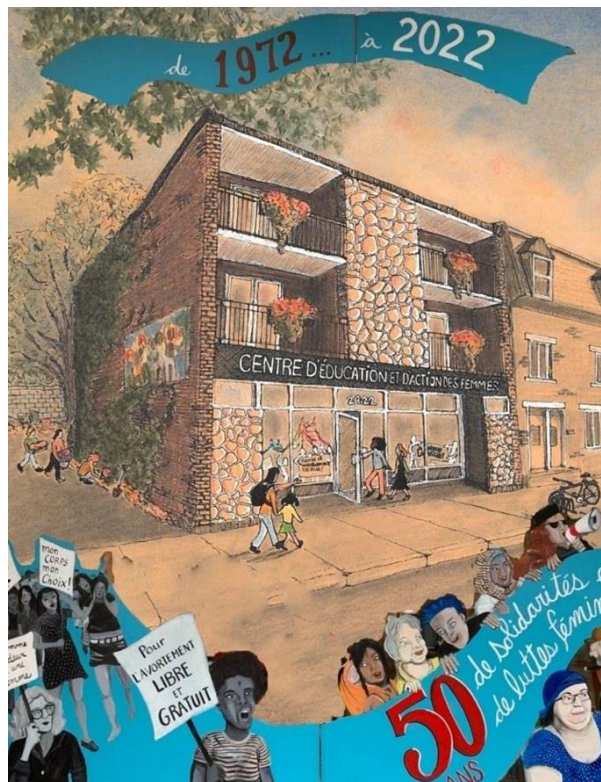
19 - Roxanne Deniger

En septembre dernier, le Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal (CÉAF) a souligné ses 50 ans d'existence. Cela représente plus d'un demi-siècle d'accueil, de sororité et de défense des droits des femmes dans le Centre-Sud de Montréal. De plus, en ce qui a trait aux prises de position contre la violence et contre l'appauvrissement de toutes les femmes, le CÉAF est bel et bien actif. Pour faire des avancés et défendre les droits des femmes, nous comptons aussi sur l'implication et le soutien des alliés-es. Depuis de nombreuses années, nous sommes fières des liens solides existant entre nous et la CSN. L'échange d'expertise et la mise en commun des forces font de nous un mouvement féministe plus fort.

Longue vie à notre solidarité !

Roxanne Deniger,

Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal



Sur la grève...



21 - Kabeh Boveiri

Tu es en face de l'entrée du cimetière, sur le Chemin de la Côte-des-Neiges, sur le terre-plein. Dans une main, tu as le drapeau de la CSN, dans l'autre, une crécelle. C'est un jour d'hiver. Il fait extrêmement froid, mais nos camarades de lutte sont nombreux et bravent la froideur. Il y a un grand nombre d'automobilistes qui klaxonnent en signe de solidarité.

D'où tu es, les voitures peuvent aussi tourner.

Une femme tourne près de toi. Comme d'habitude, tu répètes : « Klaxonnez ! Klaxonnez ! »

« Qu'est-ce qui se passe, monsieur ? »

« Nous sommes en grève. »

« Pourquoi ? »

« Nous n'avons pas de contrat de travail depuis six ans. »

« Et je ne peux pas entrer au cimetière et aller montrer mon respect à ma mère parce que vous êtes en grève ? »

« Je suis désolé, madame. »

Tu voulais lui dire que la grève n'est jamais un choix désiré. Ni le sit-in. Ni l'occupation. Tu voulais lui dire que nous sommes forcés à prendre cette mesure.

Tout cela s'est passé il y a plusieurs mois.

Le 20 septembre, lors de la manifestation pour commémorer un an de cette grève générale illimitée, les travailleuses et travailleurs du cimetière sont accompagnés par un grand nombre de militant-es de la CSN.

Depuis le 11 septembre, le cimetière est ouvert, mais la situation d'une quinzaine de membres du personnel administratif reste aussi incertaine qu'en 2017, au moment où leur convention collective est venue à échéance !

Nous savons qu'un vêtement ne devient véritablement vêtement que par le fait qu'il est porté. Nous savons qu'une maison qui n'est pas habitée n'est pas, en fait, une véritable maison. Nous savons qu'un chemin de fer sur lequel on ne roule pas, qui donc ne s'use pas, n'est pas consommé et n'est

pas un véritable chemin de fer. Éric Dufault, le président du syndicat, y ajoute : « Sans nous, le cimetière est un parc abandonné. »

Ce qu'Éric dit est une vérité très simple et les membres de la classe ouvrière la comprennent facilement. Cette femme respectueuse également.

Elle sait aussi que, comme le dit Éric, les travailleuses et travailleurs sont : « impatients de retourner au travail pour dignement servir les familles. » Mais, les patrons ne comprennent pas cette vérité, ou ne veulent pas la comprendre. Hélas, les moyens de pression non désirés, comme les grèves, deviennent ainsi souvent nécessaires pour leur faire comprendre notre rôle et faire en sorte qu'ils nous respectent. Ces mesures forment une composante inévitable de notre lutte de classe.

Kaveh Boveiri,

Membre du Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Montréal et membre du comité de mobilisation du CCMM-CSN

Contribuons à la campagne du 50\$



Les membres des syndicats en conflit ont besoin de l'appui solidaire de tous les syndicats de la région. Si ce n'est pas déjà fait, nous vous invitons à appuyer le **Syndicat des employé-es de bureau du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges-CSN**, en contribuant à la campagne du 50 \$ lancée par la CSN. Évidemment, tout don supérieur à ce montant sera le bienvenu !

Le Conseil central vous invite également à les appuyer de toutes les manières possibles : en allant les rencontrer sur les lignes de piquetage, en les invitant dans vos instances, dans les assemblées générales, vos conseils syndicaux.

Ces grévistes se démarquent par leur détermination à se faire respecter. Après tout ce temps en conflit, jamais l'idée de baisser les bras ne les a effleurés. Ils et elles font face à un employeur entêté et méprisant et luttent avec conviction et bravoure pour se faire respecter.

Soyons solidaires et appuyons-les dans leur lutte !

[Pour faire un don, cliquez ici.](#)

Dates des prochaines assemblées générales



1^{er} novembre 2023

Salles multi à la CSN

29 novembre 2023

Salles multi à la CSN

Événements à venir

17 octobre

Atelier de création de matériel pour la manifestation « Les horreurs de la CAQ », 17 h à 20 h, CÉAF, 2422 De Maisonneuve est

24 octobre

Atelier de création de matériel pour la manifestation « Les horreurs de la CAQ », 17 h à 20 h, CÉAF, 2422 De Maisonneuve est

31 octobre

Manifestation « Les horreurs de la CAQ » de la Coalition Main rouge et du FRACA, 11 h à 13 h, Square Victoria . Le lien vers la page d'événement est le suivant :

<https://www.facebook.com/events/332495562631995>

1er novembre

Assemblée générale du CCMM–CSN, 18 h 30, salles multi de la CSN.

Formations

5 Février 2024

- **Initiation à la santé et sécurité**

8 et 9 Février 2024

Comité de surveillance

[*Lien vers toutes les formations*](#)

Nous contacter

Conseil central du Montréal métropolitain–CSN

1601, avenue De Lorimier, Montréal, H2K 4M5

514 598 2021

ccmm-csn.qc.ca

facebook.com/ccmm.csn